

## ENQUÊTE SUR LE POPULISME

## Les crispations alarmantes de la société française

Un sondage exclusif met en évidence la très forte demande d'autorité et la tentation du repli national

## Analyse

On savait les Français pessimistes, inquiets de l'avenir et persuadés du déclin du pays. On avait bien compris que la France est « une société de défiance », après les travaux d'Algan et Cahuc en 2007 ou les enquêtes décennales sur les valeurs conduites sous la direction de Pierre Bréchon depuis 1981. Enfin, maints sondages ont témoigné du jugement sans pitié des Français sur la politique, de leur réticence croissante envers l'Europe ou de leur crainte de la mondialisation.

L'enquête d'Ipsos, intitulée « France 2013 : les nouvelles fractures » et réalisée avec le Centre d'études politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès, ne confirme pas seulement ces tendances lourdes de l'opinion publique. À l'évidence, la crise économique et sociale de ces dernières années les a consolidées.

C'est le cas pour la tentation du repli national. Ainsi, un Français sur deux (et jusqu'à 77% des sympathisants du FN) considère aujourd'hui que « le déclin de la France est inéluctable », en matière économique comme dans le domaine culturel. Mais ils sont plus nombreux encore – trois sur cinq – à voir dans la mondialisation « une menace pour la France » et à juger que « la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui ».

Quant à l'Europe, s'il ne se trouve que 28% des sondés pour souhaiter un retour de la zone euro et un retour au franc, deux sur trois, en revanche, souhaitent « renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe ».

Dans un autre registre, celui de la vie politique, l'irritation atteint également des sommets. Non seulement « le système démocratique fonctionne plutôt mal en France »

(72%), mais « les hommes et les femmes politiques agissent principalement pour leurs intérêts personnels » (82%) et « la plupart » d'entre eux « sont corrompus » (62%). Comme c'est le cas depuis une vingtaine d'années, les médias sont mis dans le même sac.

Mais cette enquête va plus loin. Elle dresse du pays un portrait beaucoup plus sombre. Sur bien des points, en effet, la société française semble taradée dans ses profondeurs : elle glisse de la défiance au rejet, de l'inquiétude à l'anxiété, du repli sur soi à la peur de l'autre, du pessimisme au catastrophisme. « L'effet de la crise n'est pas surprenant, mais il est saisissant », tant l'inquiétude est désormais profonde », analyse Pascal Perrineau, le directeur du Cevipof. A ses yeux, le poujadisme qui s'est enraciné depuis une trentaine d'années « est en train de changer de nature : le ressentiment cède la place à l'hostilité, sur de multiples valeurs, la crispation est très nette ». Cette crispation est, à la fois, autoritaire et identitaire.

La demande d'autorité n'est pas une surprise : depuis les années 1990, les « enquêtes Bréchon » sur les valeurs des Français témoignaient que l'idéologie antiautoritaire des années 1960-1970 refluit de façon spectaculaire, notamment à gauche. En 2008, Etienne Schweighuth l'analysait comme « une demande d'ordre public », équilibrant et compensant l'aspiration à davantage

d'autonomie et de liberté individuelles dans la sphère privée. Cette mutation est plus évidente que jamais : 86% des sondés (sans écarts significatifs entre gauche et droite, jeunes et vieux) estiment que « l'autorité est une valeur trop souvent critiquée ». Et, pour la première fois, elle trouve explicitement sa traduction politique : 87% des sondés sont d'accord pour dire que « on a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ». La question est brutale, la réponse aussi.

Quant à la crispation identitaire, elle n'est pas moins impressionnante. Depuis une trentaine d'années, elle s'était cristallisée sur la question de l'immigration. Celle-ci ne s'est pas effacée, loin de là : 70% des sondés (et jusqu'à 83% à l'UMP) jugent qu'il y a « trop d'étrangers en France » et 62% que l'on « ne se sent plus chez soi comme avant ». Mais le point de fixation de ce rejet massif s'est déplacé du terrain économique vers le terrain religieux. Ce n'est plus, majoritairement, le travailleur immigré, susceptible de « prendre le travail des Français », qui est pointé du doigt, mais le musulman, volontiers assimilé à « l'intégriste », et dont la religion est jugée, par 74% des Français, intolérante et incompatible avec la société française.

Les ingrédients d'un populisme massif sont donc réunis : le traditionnel « tous pourris ! », l'appel au « chef » et la désignation de boucs émissaires. Ce n'est pas nouveau en période de crise lourde, rappelle utilement l'historien Michel Winock. Mais si l'histoire ne se répète jamais, elle invite à souligner le rôle dangereux de ceux qui, loin de les apaiser, attisent ces peurs. Ils trouveront dans cette enquête la justification de leurs philippiques. Ils feraient mieux d'y voir le résultat de leur travail d'incendiaires. ■

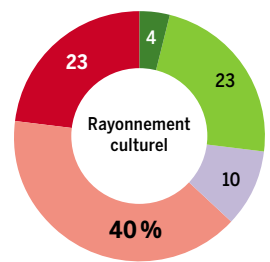
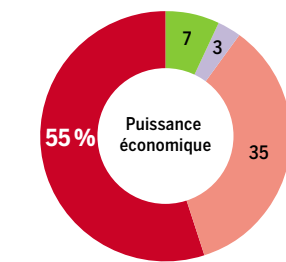
GÉRARD COURTOIS

## Les Français, entre défiance et filiosité

## DÉCLIN

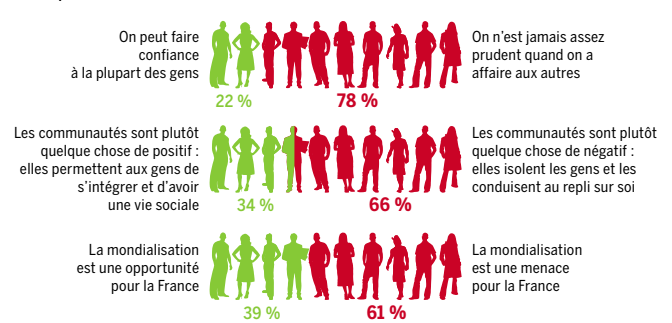
Diriez-vous que, ces dix dernières années, la puissance économique française ou le rayonnement culturel français...

■ ont beaucoup progressé ■ ont un peu progressé ■ sont restés au même niveau  
■ ont un peu décliné ■ ont beaucoup décliné



## CONFIANCE

Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous d'accord ?



Sondage Ipsos Public Affairs pour Le Monde, Fondation Jean-Jaurès et Cevipof, réalisé par Internet du 9 au 15 janvier, auprès de 1 016 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne de référence du foyer, région et catégorie d'agglomération).

## Les frontières entre familles politiques se sont brouillées

L'étude montre la porosité entre l'électorat UMP et FN, sauf sur l'économie et la mondialisation

Chacun en a fait l'expérience : il est des sujets qu'il vaut mieux éviter d'aborder avec ceux qui ne votent pas comme vous sous peine de disputes homériques ; il en est d'autres, en revanche, qui peuvent faire naître des ententes inattendues entre électeurs de partis rivaux. L'enquête d'Ipsos réalisée pour Le Monde en fournit maints exemples. Il en ressort une cartographie de la société française assez complexe, faite de fractures et de porosités qui brouillent parfois singulièrement les frontières qui bornent les différents familles politiques.

Des divergences demeurent néanmoins. Elles portent d'abord sur la mondialisation. Ainsi, 51% des électeurs UMP estiment que « la mondialisation est une opportunité pour la France », tandis que seulement 18% de ceux du FN partagent cette opinion. À la question de savoir si la France doit « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », 92% des sympathisants FN répondent par l'affirmative, alors qu'ils ne sont que 53% à l'UMP.

L'Europe est le second point de clivage. Dans le climat d'euroscépticisme généralisé que confirme l'étude d'Ipsos, 84% des sympathisants du FN jugent qu'il faut « renforcer les pouvoirs de décisions de notre pays » au détriment de l'Europe, contre 57% à l'UMP. À propos de l'euro, le désaccord est encore plus profond. 62% des électeurs du FN pensent que la France devrait en sortir, soit 50 points de plus qu'à l'UMP. Ce n'est pas en militant pour l'abandon de la monnaie unique, thème central des premiers mois de sa campagne présidentielle, que Marine Le Pen peut espérer rallier les électeurs de l'UMP.

La relative confiance des électeurs de gauche L'espoir est toujours de gauche. Contrairement à l'électorat de droite, les sympathisants du Parti socialiste et du Front de gauche conservent une certaine confiance dans l'avenir. À 60%, ils estiment que le déclin de la France n'est pas inéluctable, même s'ils jugent que la puissance économique française a fortement pâli.

Logiquement, ces deux électeurs se retrouvent sur plusieurs fondamentaux de gauche, comme la défense des services publics et le refus de stigmatiser les immigrés comme les chômeurs. Ils partagent la conception toute mitterrandienne de « l'argent qui corrompt », même si comme l'ensemble des Français, ils considèrent dans un même temps qu'il est bon de « vouloir en gagner beaucoup ». Et, à une écrasante majorité, ils jugent que pour établir la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres.

S'ils visent de la mondialisation divergent, ces deux électeurs sont plus partagés sur l'Europe. Alors que 72% des sympathisants du Front de gauche souhaitent renforcer les pouvoirs de la France face à l'Europe, ils sont 58% à partager cet avis dans l'électorat socialiste – le même taux qu'à l'UMP. Divisée, comme la droite, au sujet de l'Europe et de la mondialisation, la gauche (comme la droite) partage en revanche un même point de vue sur l'autorité : 74% des électeurs du Front de gauche et 70% de ceux du PS pensent aujourd'hui que la France a besoin d'un « vrai chef pour remettre de l'ordre ».

Le Front de gauche, un électoral à part Sans surprise, c'est sur la mondialisation, qu'ils considèrent comme une menace, la souveraineté nationale, qu'ils souhaitent renforcer, les médias, qu'ils critiquent, et le monde politique, qu'ils jugent volontiers corrompus, que se font les points d'accords entre l'extrême gauche et l'extrême droite.

Plus complexe est le rapport qu'entretiennent ces électeurs avec les valeurs dites « identitaires ». S'ils divergent fondamentalement sur l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France (46% des sympathisants du Front de gauche partagent cet avis contre 99% de ceux du FN), le désaccord est moindre quant la question posée est celle de la main-d'œuvre immigrée. Ainsi, si une écrasante majorité jugent qu'on peut trouver une main-d'œuvre en France sans avoir à recourir à l'immigration, ils sont près de 70% à porter le même jugement dans l'électorat du Front de gauche.

L'autre point de convergence concerne le rejet de l'islam. 79% des sympathisants Front de gauche pensent que la religion musulmane « cherche à imposer son mode de fonctionnement ». C'est 20 points de moins que le FN, certes, mais 15 points de plus que le PS. Un exemple de plus qui montre que, sur le front des valeurs identitaires, le gradient gauche/droite offre une grille de lecture imparfaite pour décoder la société française. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES, BASTIEN BONNEFOY, ABEL MESTRE ET THOMAS WIEDER

## Argent

## L'ambivalence de l'opinion à l'égard de l'argent est spectaculaire

Plus de quatre personnes sur cinq (82%) jugent que « l'argent a corrompu les valeurs traditionnelles de la société française » ; seuls les sympathisants de l'UMP sont un peu moins sévères (69%). À l'inverse, 71% des sondés (et jusqu'à 86% à l'UMP) assurent que « c'est bien de vouloir gagner beaucoup d'argent ». Il est vrai que le pouvoir d'achat est, derrière le chômage (56%), la seconde préoccupation des Français (41%). De même, une nette majorité (58%) estime que « pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Cette question distingue radicalement les sympathisants de gauche, qui partagent ce jugement à 83% de ceux de l'UMP (29%). Mais un pourcentage similaire (56%) est d'accord avec l'idée que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ». Là encore, le clivage entre la gauche (33%) et les sympathisants de l'UMP ou du FN (76%) est marqué. ■

## Fonction publique Les Français ne crient pas haro sur les fonctionnaires

Certes, 42% d'entre eux jugent qu'il y en a « trop », avec un clivage très profond entre la gauche (25%) et les sympathisants UMP (73%). Mais 43% estiment qu'il n'y en a « ni trop, ni pas assez » et 16% qu'il y en a « pas assez », dont 36% au Front de gauche.

## Administration L'allergie aux réglementations n'est pas écrasante

Une nette moitié des sondés (56%) juge qu'il y a, en France, trop de réglementations sur tout, c'est insupportable. Mais 44% (et 51% à gauche) estiment qu'elles « sont utiles et là pour nous protéger ».

## Médias

## La critique des Français est massive envers les journalistes

Depuis une vingtaine d'années, le jugement porté sur les médias est aussi sévère que le jugement à l'égard des hommes politiques. Cette enquête le confirme. Près de trois Français sur quatre (72%) et jusqu'à 79% chez les plus de 60 ans) jugent qu'ils sont « coupés des réalités et ne parlent pas des vrais problèmes des Français ». De même, 73% jugent que les journalistes « ne sont pas indépendants » et « ont tendance à céder aux pressions du pouvoir politique ». Sur ces deux questions, les sympathisants du Front de gauche et ceux du Front national sont les plus critiques. Enfin, 58% des Français estiment que les journalistes font « assez mal » (42%) ou « très mal leur travail » (16%). ■

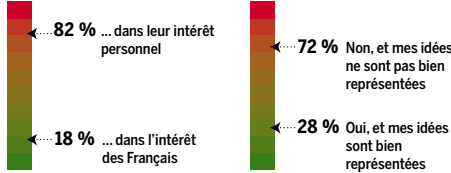
SOURCE : SONDAJE IPSOS. JANVIER 2013  
font « assez mal » (42%) ou « très mal leur travail » (16%). ■

ENQUÊTE SUR LE POPULISME

Repli national et démocratie autoritaire

POLITIQUE

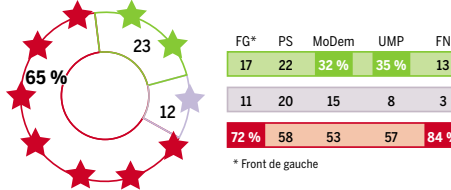
Avec laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous d'accord ? Les hommes et femmes politiques agissent principalement... Le système démocratique fonctionne plutôt bien en France



EUROPE

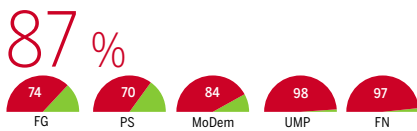
Pour faire face efficacement aux grands problèmes des années à venir, quelle est, selon vous, la meilleure solution ?

- Il faut renforcer les pouvoirs de décision de l'Europe, même si cela doit conduire à limiter ceux de notre pays
- Il ne faut rien changer dans la répartition des pouvoirs de décision entre l'Europe et notre pays
- Il faut renforcer les pouvoirs de décision de notre pays, même si cela doit conduire à limiter ceux de l'Europe



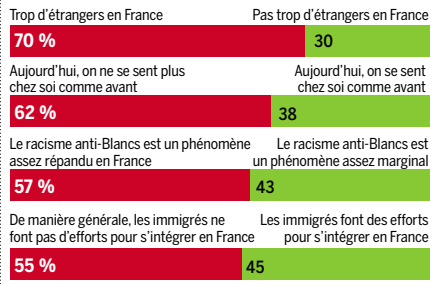
AUTORITÉ

On a besoin d'un vrai chef en France pour remettre de l'ordre



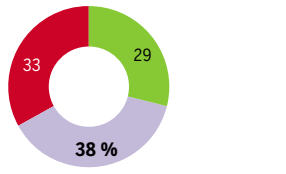
IMMIGRATION

De laquelle des deux affirmations suivantes êtes-vous le plus proche ?

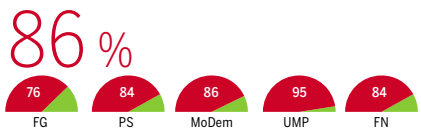


En pensant aux immigrés qui se sont installés en France ces trente dernières années, diriez-vous que...

- L'immense majorité est bien intégrée et seulement une petite minorité est mal intégrée
- Une moitié est bien intégrée et l'autre moitié est mal intégrée
- L'immense majorité est mal intégrée et seulement une petite minorité est bien intégrée



L'autorité est une valeur qui est souvent trop critiquée aujourd'hui



Six responsables politiques face à la demande d'autorité

« Le Monde » a fait réagir ces personnalités sur « le besoin d'un vrai chef » exprimé dans l'enquête

« Une vision régressive »

**José Bové**  
député européen EELV  
« C'est très grave : cela me donne le sentiment que les gens ne croient plus dans la démocratie. C'est une vision de la politique complètement régressive où l'on a besoin de s'en remettre au chef pour donner une ligne. On retrouve ces logiques sur les deux versants politiques, même si elles ne sont pas forcément basées sur les mêmes choix. C'est quelque chose de puéril mais qui est représentatif d'un désarroi. L'amorce de ces crises et le sentiment d'insécurité – tant au niveau des individus que de l'emploi – amène cette dérive d'une nécessité d'un sauveur suprême. Si on n'est pas vigilant, en temps de crise, cela peut amener à voir apparaître des politiques qui fonctionnent de manière très autoritaire. L'incarnation du pouvoir dans les cinq dernières années par Nicolas Sarkozy a sûrement également renforcé ce sentiment malsain. »

« La culture du chef est souvent une illusion »

**Pierre Laurent**  
secrétaire national du PCF  
« C'est un résultat qui révèle l'ampleur du sentiment d'impuissance et d'insécurité que provoque la crise. La culture du chef est souvent une illusion et une défaite de la démocratie. L'histoire retient quelques chefs marquants, elle oublie les cohortes de chefs qui n'ont conduit leur peuple qu'à la catastrophe. La culture du chef est renforcée par la personnalisation incessante du débat politique et médiatique et la « recherche de l'homme providentiel ». L'autorité, si elle est démocratiquement

exercée sait être juste, mais si elle dépend d'un seul homme ou d'une seule femme, ça devient de l'autoritarisme qui ne sert qu'un seul intérêt, celui du chef, pas celui du peuple. C'est bien ce que nous ont appris les cinq années de sarkozysme. »

« Une demande d'ordre juste »

**Ségolène Royal**  
présidente PS de la région  
« La demande d'autorité est plus que jamais une demande de ce que j'ai appelé l'ordre juste. Cette exigence politique, que je défends depuis 2007 était à ce moment à l'apogée et raillé par les "bobos" dont on voit confirmation du grand décalage dans votre enquête. Cela veut dire que les désordres que l'on constate dans tous les domaines – économique, social, écologique, territorial, scolaire, urbain, financier... – sont vécus comme autant d'injustices insupportables et destructrices. Ces désordres sont autant d'insécurités, de menaces, dont les Français ne veulent plus. Ils interrogent l'efficacité de la politique. Cet ordre juste est la condition d'un changement accepté car débattu et piloté avec le souci d'un bénéfice mutuel et d'une répartition équitable des efforts. Il suppose de nouvelles règles du jeu qui s'appliquent à tous, sans exception. Des règles qui permettent à la société d'évoluer par le dialogue au lieu de dresser les catégories les uns contre les autres. Ces nouvelles règles du jeu supposent une démocratie participative réelle et la recherche constante d'un équilibre entre les droits et les devoirs. C'est un contrat donnant-donnant, sans tricheurs, ni prédateurs. L'ordre juste, c'est une autorité qui garantit qu'il n'y a pas de perdant au sens où un pays doit

valoriser tout son potentiel humain. »

« Besoin d'un cap et de repères »

**Jean-Louis Borloo**  
président de l'UDI  
« Cette étude démontre que nos concitoyens souhaitent plus que jamais savoir où ils vont. Ils signifient à leurs gouvernants qu'ils ont besoin d'un cap et de repères forts. Cela suppose du pouvoir politique de la clarté, de la capacité et de la capacité à rassembler largement sans exclusive et sans stigmatisation. C'est fondamentalement la mission du président de la République. Ce besoin d'autorité prouve que les Français, dans leur grande majorité, ont la conviction non seulement que notre modèle économique et social est à bout de souffle, mais aussi que ce dernier doit être réformé en profondeur. »

« La faillite d'une certaine pensée de gauche »

**Jean-François Copé**  
président de l'UMP  
« Bien éloignés des poncifs du "politiquement correct", les résultats de ce sondage sont éclairants. Le fait que 87% des Français, toutes tendances confondues, souhaitent qu'on « remette de l'ordre » signe la faillite d'une certaine pensée de gauche relativiste, qui place tout au même niveau : l'élève et le maître, le délinquant et la victime... C'est aussi l'échec d'un certain libéralisme qui, au nom du laisser-faire, a parfois oublié que l'économie était au service de l'Homme. Qui peut répondre à cette soif de repères ? Un chef providentiel ? Prenons garde à ne pas laisser croire qu'un dirigeant viendrait seul

rétablir l'autorité, quitte à déresponsabiliser toute la société. C'est un effort collectif qui s'impose, à tous les niveaux, pour reconstruire une République fraternelle et courageuse. Dans cette perspective, le politique a un rôle d'entraînement et une responsabilité en dernier recours : dire non aux revendications contraires au bien commun. Quand les républicains échouent dans cette mission, le peuple prend peur et les démagogues se frottent les mains. »

« L'Etat doit reprendre la main »

**Marine Le Pen**  
présidente du FN  
« Les Français en ont assez des dirigeants successifs qui ont fait du laxisme, en tout domaine, une idéologie d'Etat. Leur demande d'autorité est forte et légitime. Autorité face à la délinquance et au crime bien sûr, mais autorité aussi des principes républicains, au premier rang desquels la laïcité et le bannissement de tout communautarisme. L'Etat doit reprendre la main partout où il a failli, et mettre à bas le fondamentalisme religieux. On intervient au Mali contre l'islamisme, et c'est une guerre juste. Mais nous devons aussi mener la guerre sur le territoire français contre ceux qui chaque jour défient l'Etat ! Cela vaut aussi dans le domaine économique, où la puissance publique doit reprendre la main et réarmer notre pays face aux dérives de la mondialisation. Nicolas Sarkozy avait le verbe dur mais la main molle. François Hollande manque cruellement d'autorité en France. Les Français savent qu'il n'y a qu'une seule force politique vers qui se tourner. »

PROPOS RECUEILLIS PAR LE SERVICE POLITIQUE

« Les ingrédients du populisme sont là et dépassent l'électorat de Marine Le Pen »

L'historien Michel Winock décrypte l'état d'esprit « délétère » et « angoissé » des Français

Entretien



Michel Winock, 75 ans, spécialiste de l'histoire politique et idéologique de la France contemporaine, compare la situation française actuelle avec celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou celle des années 1930.

Que vous inspire ce sondage ?

« La France a peur. » Les mots prononcés de manière théâtrale à la télévision par Roger Gicquel, en 1976, sont d'actualité. Aujourd'hui, ce sondage l'atteste, ce qui hante la société française n'est plus l'horreur d'un fait divers, mais la peur du présent et de l'avenir.

Les Français – du moins la grande majorité d'entre eux – semblent avoir peur de tout : du chômage croissant, de la détérioration économique, de la mondialisation, des étrangers trop nombreux, de l'Union européenne, de l'islam conquérant et intolérant. Se prononcent-ils en faveur de moyens de redressement ? Ils répondent : redressement de l'autorité et repli sur le pré carré. Certes, on note dans les réponses des personnes interrogées des contradictions ou des nuances, mais l'ensemble du sondage laisse un goût de désespérance prononcé.

Cette crise de l'opinion a-t-elle des précédents ?

Cette situation de l'esprit public, morose, délétère, angoissé, la France l'a déjà connue, en dehors même des années de guerre. Pour commencer, la dépression économique des années 1880 qui a frappé tous les secteurs professionnels et provoqué marasme général et chômage massif. Les difficultés budgétaires ralentissent les commandes de l'Etat. La crise du phylloxéra dévaste la viticulture ; la concurrence des blés étrangers fait chuter les prix ; le petit commerce pâtit des premiers grands magasins.

La crise économique se double d'une crise politique à la suite des élections de 1885 qui ne dégagent aucune majorité stable, la valse des ministères s'ensuit ; l'antiparlementarisme s'enflamme. L'un des traits de l'opinion qui ressemble aux résultats de votre sondage est le rejet des travailleurs étrangers. Les tribuns de la plèbe s'emparent du sujet, et pour longtemps. Début mai 1893, un débat allume le Parlement sur les « conditions de séjour des étrangers en France et sur la protection du travail national ». Le terme d'« invasion » devient courant.

La xénophobie est liée le déferlement de l'antisémitisme, orchestré par Edouard Drumont, auteur de *La France juive*, et bientôt directeur d'un quotidien, *La Libre Parole*, qui divulgue les crimes prétendus des enfants de Moïse, autant de flèches empoisonnées que répercuté toute une presse nationaliste.

La demande pressante d'un retour à l'autorité, qui devrait s'incarner dans un chef populaire, a pris la figure du mouvement boulangiste entre 1886 et 1889. Son échec n'a pas été définitif : les ligues de l'affaire Dreyfus, à la fin du siècle, reprendront aussi bien sa flamme antiparlementaire que l'antisémitisme de Drumont. La comparaison est souvent faite, également, avec la situation des années 1930...

Comme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la crise économique qui affecte la France dans les années 1930 est

une crise mondiale, dont elle ne perçoit pas toujours les tenants et les aboutissants. Les réactions d'une partie de la grande presse reprennent la forme de la xénophobie et de l'antisémitisme : « M. Léon Blum, écrit Jean-Pierre Maxence, par toutes ses fibres, représente l'étranger. » Le Front populaire, vainqueur des élections de 1936, est accusé d'accélérer les nationalisations. Le vieux slogan de Drumont : « La France aux Français ! » est repris de plus belle. « Au Parlement, dans la rue, chez les médecins, la question juive est désormais au premier rang », lit-on, en avril 1938, dans *Je suis partout* qui lui consacre un numéro spécial.

L'arrivée d'Allemagne des juifs persécutés alarme les autorités publiques. Une circulaire de 1933 déclare : « L'introduction en France des Israélites chassés d'Allemagne doit se poursuivre avec une extrême circonspection. » Les boucs émissaires sont désignés. Il faut maintenant rétablir l'autorité, et vous voyez toutes les ligues de droite et d'extrême droite se faire concurrence en appelant un chef. Gustave Hervé trouvera la solution dès 1936 : « C'est Pétain qu'il nous faut ! »

« Les Français semblent avoir peur de tout : du chômage, de la mondialisation, des étrangers, de l'Union européenne »

Pensez-vous qu'il existe un réel danger de populisme aujourd'hui ?

Comparaison n'est pas raison, on le sait. Les deux précédents évoqués se situent dans des contextes historiques très différents du nôtre. Ce qui me frappe simplement, c'est la résurgence de stéréotypes connus, fondés à la fois sur des aspects de la réalité et sur des fantasmes : l'idée de la décadence (déclin de la France « inéluctable »), le rejet des élites politiques (corrompues), le vœu d'un retour à l'autorité, la demande de protectionnisme, la xénophobie (trop d'étrangers en France), et la substitution de l'islamophobie à l'antisémitisme.

Les ingrédients du populisme sont là et dépassent les rangs des électeurs de Marine Le Pen. C'est une rude réalité avec laquelle doivent se collecter les partis républicains, de droite comme de gauche. En même temps, la « droïtisation » de l'UMP peut y trouver sa justification, au risque d'aggraver l'affrontement entre « deux Frances ». Mais l'histoire est imprévisible : on ne peut inférer du passé les lendemains qui nous attendent.

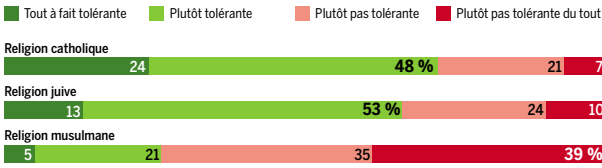
PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD COURTOIS

ENQUÊTE SUR LE POPULISME

**Le retour de la question religieuse**

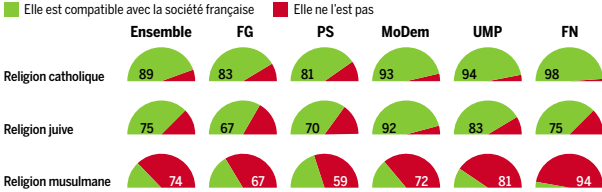
**TOLÉRANCE DES RELIGIONS**

En pensant à la manière dont chacune des religions suivantes est pratiquée en France, diriez-vous qu'elle est...



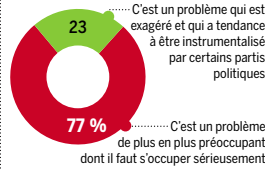
**COMPATIBILITÉ DES RELIGIONS AVEC LES VALEURS DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE**

En pensant à la manière dont chacune des religions suivantes est pratiquée en France, diriez-vous que...

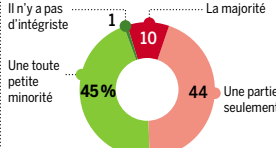


**INTÉGRISME RELIGIEUX**

En pensant à la question de l'intégrisme religieux en France, vous vous dites plutôt que...



Diriez-vous que la proportion d'intégristes parmi les musulmans en France représentent...



SOURCE : SONDAJE IPSOS, JANVIER 2013

**La religion musulmane fait l'objet d'un profond rejet**

74 % des sondés estiment que l'islam n'est pas compatible avec les valeurs républicaines

Rarement la défiance envers l'islam aura été aussi clairement exprimée par la population française. 74 % des personnes interrogées par Ipsos estiment que l'islam est une religion « intolérante », incompatible avec les valeurs de la société française. Chiffre plus radical encore, 8 Français sur 10 jugent que la religion musulmane cherche « à imposer son mode de fonctionnement aux autres ». Enfin, plus de la moitié pensent que les musulmans sont « en majorité » (10%) ou « en partie » (44%) « intégristes », sans que l'on sache ce que recouvre ce qualificatif.

Ces proportions varient certes en fonction de l'âge et de l'appartenance politique des sondés, mais, signe de l'enracinement de ces opinions dans l'imaginaire collectif, elles restent largement majoritaires dans toutes les catégories. Ainsi, 61% des sympathisants de gauche et 66% des moins de 35 ans jugent que l'islam n'est pas compatible avec les valeurs républicaines.

Sonday après sondage, les résultats montrent que l'image de l'islam se dégrade fortement depuis une dizaine d'années. Les raisons de ce rejet massif sont à la fois externes et internes, comportent une part de fantasmes mais reposent aussi sur des inquiétudes objectives. La visibilité accrue des musulmans dans la société au fil des années, l'émergence de nouvelles revendications se sont accompagnées de discours alarmistes sur « l'islamisation » supposée de l'Eu-

rope et une instrumentalisation politique de ces questions. Au-delà de demandes jugées légitimes par les pouvoirs publics, - construction de mosquées, prise en compte de l'islam dans l'armée, les prisons, les hôpitaux, condamnation des actes antimusulmans... -, d'autres sont toujours jugées exorbitantes par une partie de l'opinion, car perçues comme une atteinte à la laïcité: port du foulard, demande de restauration halal, pratique religieuse sur le lieu de travail... Ainsi, 72 % des sondés s'opposent aux repas adaptés aux convictions religieuses à l'école.

**« Amalgame »**

La situation géopolitique et des événements tels que l'affaire Merah alimentent aussi les inquiétudes face aux dérives terroristes de groupes se réclamant de l'islam. Jusqu'à présent, les autorités musulmanes se sont contentées de demander que soit évité « l'amalgame entre l'islam modéré et l'islamisme », plaidant même récemment pour l'abandon de ce terme dans le discours public.

« Au-delà d'un contexte d'angoisse diffuse ou d'un fond irréductible d'intolérance, ces chiffres constituent un avertissement aux musulmans; ils doivent s'interroger de façon critique sur l'islam, juge le philosophe, spécialiste de l'islam et de la laïcité, Abdennour Bidar. Mais ils sont aussi le résultat de la doxa multiculturaliste, qui a laissé l'extrême droite se saisir de ces sujets. Pour tant, la gauche et la droite républicaine peuvent trouver un équilibre entre le refus de stigmatiser les musulmans et le fait de demander des comptes à l'islam par rapport à la tradition républicaine. » ■

STÉPHANIE LE BARS

**Sur Lemonde.fr**

lire le blog Digne de foi

**L'immigration demeure un sujet de clivage politique**

Face à l'immigration, les clivages gauche-droite restent fortement marqués. Si 70 % des Français jugent qu'il y a « trop d'étrangers en France », cette proportion tombe à 44 % à gauche, mais atteint 83 % à l'UMP. De même, si 62 % estiment que « l'on ne sent plus chez soi », les proportions tombent à 35 % à gauche et montent à 75 % à droite. 30 % des Français partagent encore l'idée que « les immigrés prennent le travail des Français » (15 % à gauche, 28 % à l'UMP mais 69 % au FN). Les avis sont plus partagés sur l'intégration des immigrés: 29 % pensent que « l'immense majorité » est bien intégrée, 33 % qu'elle ne l'est pas et 38 % qu'« une moitié est bien intégrée » et l'autre non.

**M. Mélenchon : « Inutile de nous menacer »**

Le leader du Front de gauche appelle les parlementaires à refuser l'accord sur l'emploi

Metz  
Envoyée spéciale

Il régnait un parfum de nostalgie, mercredi 23 janvier, au Parc des expositions de Metz. Un an presque jour pour jour après avoir fait campagne pour la présidentielle dans la préfecture de Moselle, Jean-Luc Mélenchon est revenu, aux côtés du numéro un communiste Pierre Laurent, y lancer la campagne du Front de gauche contre l'austérité. Rien ne manquait : l'air entêtant de *On lâche rien* de HK et les Saltimbanks, les drapeaux nombreux du PCF et la cravate rouge du député européen.

Le lieu n'avait pas été choisi par hasard et les combinaisons argentées et les casques dorés des sidérurgistes d'ArcelorMittal ne passaient pas inaperçus dans le public - 1 500 personnes selon les organisateurs. Beaucoup étaient des syndicalistes CGT de Florange et Gandrange qui revenaient à peine de Paris où, après s'être fait déloger de Matignon, ils ont été reçus par le premier secrétaire du PS Harlem Désir et par le conseiller social de François Hollande. A la tribune, ils ont été rejoints par une salariée de Virgin et une syndicaliste Solidaires de Sanofi de Toulouse.

**Manque de ferveur**

« Gloire à la classe ouvrière et aux travailleurs qui n'ont jamais renoncé à défendre les biens communs de la patrie », s'est exclamé M. Mélenchon à qui revenait la charge d'ouvrir le meeting. Sans surprise, l'emploi a été au cœur de son discours, lui qui particulièrement attaqué « l'accord tout bénéfice pour le Medef ». Avec M. Laurent, ils ont appelé les parlementaires de gauche à ne pas accepter de transcrire ce texte tel quel dans la loi. « Ils doivent refuser d'abandonner [le salaire] à la vindicte d'un rapport déséquilibré où on lui arrache... »

(...) le revolver sur la tempe, un accord où on réduit sa paie, où on augmente ses heures de travail sans qu'il n'est puisse comme auparavant résister », a plaidé M. Mélenchon.

« Au nom de quoi une majorité de gauche devrait-elle voter de tels reculs sociaux ? », a renchéri le numéro un communiste tout en dénonçant les méthodes du gouvernement et des socialistes. « Je n'accepte plus cet argument qui consiste à dire qu'il faut refermer les débats avant de les ouvrir », a prévenu M. Laurent. Ces arguments sont employés à droite, à l'extrême droite, mais ils ne peuvent pas être employés à gauche. » Une déclaration qui se voulait aussi une réponse à Luc Carvounas, secrétaire national aux relations extérieures du PS, qui a demandé au PCF de « se désolidariser des propos de M. Mélenchon ». Dans une interview mercredi à *Métro*, ce dernier a critiqué la relation entre la chancelière allemande Angela Merkel « qui tient le guidon » et M. Hollande « qui pédale ». « Inutile de nous menacer, d'essayer de nous diviser, cela ne mène nulle part », avait également prévenu M. Mélenchon.

Loi contre les licenciements boursiers, amnistie des syndicalistes, taxation « réelle » des CDD, remise en cause des ruptures conventionnelles... A la tribune, différentes figures du Front de gauche se sont succédé pour marteler que « d'autres solutions sont possibles ». « Tôt ou tard, notre heure va venir », a aussi assuré à la tribune M. Mélenchon, qui a donné rendez-vous dans les urnes pour les européennes de 2014. Mais huit mois après l'élection présidentielle, malgré *L'Internationale* et *La Marseillaise* entonnées en fin de meeting, manquaient ce soir-là la ferveur qui avait fait la marque de fabrique de la campagne de gauche en candidat du Front de gauche. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

**La pression fiscale s'accroît sur le secteur financier**

Banques et assurances acquittent 8 milliards de prélèvements nouveaux depuis 2010

Le total des impôts, taxes et cotisations acquittés par le secteur financier était estimé à 40,2 milliards d'euros en 2010, et il a augmenté de 10 % depuis. Tel est l'un des principaux constats dressés par le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO) dans six rapports publiés jeudi 24 janvier. Le secteur financier représentait en 2010 4,9 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires et 10,9 % de ceux qu'acquittent les entreprises. Il devrait constituer 5,2 % de l'ensemble des impôts, taxes et cotisations en 2012 et 5,3 % en 2013 (soit une hausse de 10 % en trois ans).

Depuis la crise de 2008, une multitude de prélèvements nouveaux ciblés sur les banques et les assurances ont été créés, rappelle le CPO, avec l'objectif de réguler des comportements à risque et parfois la volonté de sanctionner le secteur (taxe sur les professionnels de marché, taxe systémique, etc.). Ces nouveaux prélèvements dépassent plus de 7 milliards par an si on inclut les prélèvements indirects, dont une part provient de la fiscalisation des contrats complémentaires de santé. Pour 2013, ils frisent même les 8 milliards d'euros (7,9) en incluant la

taxe sur les transactions financières et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance.

L'augmentation de la pression fiscale sur le secteur financier, qui produit bon an mal an depuis une quarantaine d'années entre 4 % et 5 % de la richesse nationale, est donc manifeste. Le CPO fait toutefois observer que la mesure de la taille du secteur financier et de son importance pour l'économie ne peut se limiter à l'analyse de la valeur ajoutée qu'il produit, celle-ci n'intégrant pas en particulier les gains en capital qui représentent une part substantielle des résultats des banques et assurances.

Le secteur est-il taxé à la hauteur de ses capacités contributives ? Le CPO ne le dit pas. Faut-il le taxer davantage pour rémunérer tout ou partie des garanties accordées par l'Etat (garantie des dépôts, garantie implicite en cas de faillite, garantie de supervision) ? A cette question, les magistrats financiers répondent plutôt par la négative, en relevant notamment que les sommes potentiellement en jeu sont hors de portée des entreprises et en soulignant la nécessité de ne pas fragiliser le financement de l'économie. ■

CLAIRE GUÉLAUD

**SYRIE L'ART EN ARMES**  
**20 ARTISTES SYRIENS RACONTENT LEUR QUOTIDIEN**  
**ICI L'ART PREND LA PLACE DES ARMES**

22 €  
Actuellement en librairie

Éditions de La Martinière  
www.editionsdelamartiniere.fr